

Fonds communs de placement : un secteur de plus en plus important pour l'économie québécoise

English

NOUVELLES FOURNIES PAR

Institut du Québec →

Jun 03, 2015, 07:00 ET

MONTRÉAL, le 3 juin 2015 /CNW Telbec/ - Au Québec, l'actif sous gestion des fonds communs de placement et des fonds négociés en bourse (FNB) a fortement augmenté au cours de la dernière décennie, affichant une croissance annuelle moyenne de 9,3 %, et ce, malgré la crise financière de 2008-2009. Cette importante croissance s'explique principalement par le vieillissement de la population, par des changements réglementaires et par la transition généralisée des fonds de retraite à prestations déterminées vers les fonds de retraite à cotisations déterminées, selon le nouveau rapport de l'Institut du Québec (IdQ) intitulé Le secteur québécois des fonds communs de placement : analyse de l'empreinte économique.

FAITS SAILLANTS

- Au cours de la dernière décennie, les actifs sous gestion dans le secteur des fonds communs de placement du Québec sont passés de 81,4 G\$ à 180,5 G\$.
- Selon les estimations de l'IdQ, l'industrie des fonds communs de placement a contribué à l'économie québécoise à hauteur de 861 M\$ en 2013.
- En 2013, l'empreinte économique totale (qui comprend les effets directs, indirects et induits) du secteur des fonds communs de placement du Québec s'élevait à 1,8 G\$ en termes de PIB réel, et soutenait plus de 18 000 emplois dans la province.

Montréal est généralement considérée comme un centre financier important à l'échelle mondiale. Au Québec, de 2009 à 2013, le nombre d'emplois dans le secteur des fonds communs de placement est passé de 5 747 à 9 129, une augmentation considérable de 59 %. « En plus des emplois directs, nous estimons que c'est au secteur des fonds communs de placement de la métropole québécoise que l'on doit un nombre pratiquement équivalent

d'emplois indirects et induits, principalement dans les services juridiques et comptables, pour un total de plus de 18 000 emplois soutenus par cette industrie », explique Pedro Antunes, directeur général, Prévisions et analyses au Conference Board du Canada.

Au Québec, comme dans beaucoup d'économies développées, le secteur manufacturier se restructure, tandis que les industries de service -- comme la finance, les assurances et l'immobilier -- aident à combler le vide.

« Bien que les effets indirects et induits du secteur des fonds communs de placement soient plus importants en Ontario qu'au Québec à cause de la concentration des sièges sociaux des institutions financières qui s'y trouvent, ces effets demeurent considérables pour le Québec : en 2013, grâce aux effets directs, indirects et induits de l'industrie, le secteur québécois des fonds de placement a généré 1,4 G\$ en revenus personnels et 235 M\$ en bénéfices des sociétés », explique Mia Homsy directrice de l'IdQ. En plus de contribuer aux coffres du gouvernement fédéral, l'industrie a rapporté 435 M\$ en recettes fiscales au gouvernement du Québec.

La version intégrale de l'étude est accessible sur le site web de l'Institut du Québec au www.institutduquebec.ca.

À propos de l'Institut du Québec

Issu d'un partenariat entre le Conference Board du Canada et HEC Montréal, l'Institut du Québec consacre ses recherches et ses études aux enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

www.institutduquebec.ca.

@InstitutduQC

SOURCE Institut du Québec

Renseignements: Juline Ranger, directrice associée, communications, Le Conference Board du Canada, Tél. : 613-526-3090, poste 431, Courriel : corpcomm@conferenceboard.ca ou; Yvonne Squires, Relations avec les médias, Le Conference Board du Canada, Tél. : 613-526-3090, poste 221.